

*Initiatives ministérielles*

Le *Ottawa Sun* titre à la une: «Des nuages de neige». Et il ajoute: «S'il y a de la neige au sol ce matin, faut-il en imputer la responsabilité au ministre Mazankowski? Ce qui explique, en définitive, que la neige a son utilité: elle masque les détails; les comment et les pourquoi sont alors occultés par le désir de voir finalement apparaître la solution magique qui allégera le fardeau.»

Il semble que le ministre des Finances ait visé et tiré mais qu'il ait raté la cible. Il n'avait rien de nouveau à nous dire. Il nous a resservi les vieux principes économiques du reaganisme et du thatcherisme; il n'a vraiment pas été à la hauteur.

Il est malheureux de voir les conséquences des politiques de ce gouvernement: 1,6 million de chômeurs et une augmentation notable du taux de pauvreté.

Dans ma circonscription, Okanagan—Similkameen—Merritt et les régions frontalières, à l'approche de la saison des Fêtes, je voulais voir ce qu'on pouvait espérer; j'ai parlé aux responsables de banques alimentaires au cours des derniers jours.

À Merritt, une toute petite collectivité, 60 personnes font appel à la banque alimentaire; 40 p. 100 sont des enfants et 10 p. 100, des travailleurs. Dans la zone limitrophe, ces gens n'ont même pas assez de nourriture pour en fournir à tous ceux qui se présentent aux banques alimentaires. À Penticton, ils reçoivent plus de 180 personnes par mois, dont plus de 40 p. 100 sont des enfants. À Oliver, Colombie-Britannique, une collectivité de 4 500 à 5 000 habitants, 100 personnes, dont 40 p. 100 sont des enfants, font la queue chaque mois pour obtenir de quoi s'alimenter.

À l'échelle du pays, 1,2 million d'enfants canadiens vivent dans la pauvreté. En 1990, environ 3,8 millions de Canadiens vivaient dans la pauvreté, ce qui représentait une augmentation de 12 p. 100 par rapport à 1989. Nous savons que, depuis la présentation de ces chiffres, la pauvreté a augmenté. La moitié de ces gens sont des travailleurs pauvres, des gagne-petit.

• (2050)

L'Association canadienne des banques alimentaires affirme qu'environ 2 millions de personnes, dont 700 000 enfants, ont visité une banque alimentaire au moins une fois durant l'année 1991.

Toutefois, si l'on examine l'évolution de l'impôt, on sait, et les chiffres prouvent, que la famille canadienne moyenne devra payer cette année 1 894 \$ de plus que ce

qu'elle payait en 1984, lorsque ce gouvernement a pris le pouvoir.

Nous avons reculé au lieu d'avancer. Déjà un bon nombre de députés ont fait des discours et suggéré diverses solutions de rechange.

Il est important, lorsqu'on analyse ce qui se passe au Canada, de bien faire ressortir cette situation et de souligner le fait que les banques alimentaires avaient été créées en 1981 à titre de solution temporaire au problème de la faim dans notre pays et au sein de notre société. On compte aujourd'hui plus de 400 de ces banques d'alimentation au Canada, et elles reçoivent tellement de gens qu'elles n'arrivent pas à les servir tous.

Lorsqu'on examine la situation des personnes âgées, on se rend compte à nouveau que beaucoup d'entre elles vivent sous le seuil de la pauvreté et qu'une majorité d'entre elles sont des femmes qui vivent seules.

Je me suis demandé ce qu'il y avait dans l'exposé financier pour les Canadiens en général et plus particulièrement pour les Canadiens de l'Ouest, pour les Britanno-Colombiens, pour les électeurs d'Okanagan—Similkameen—Merritt et de la zone limitrophe.

J'ai regardé cela du point de vue des personnes âgées. Eh bien, on n'a heureusement pas touché au supplément du revenu garanti ni à la pension de vieillesse, mais on a réduit de 10 p. 100 toutes les subventions, y compris les subventions versées dans le cadre du Programme Nouveaux Horizons, et je dois dire que, si celles-ci sont réduites de 10 p. 100, beaucoup de personnes âgées vont en souffrir car, dans ma circonscription comme dans beaucoup d'autres circonscriptions du Canada, j'en suis sûr, ces subventions sont devenues nécessaires pour accroître le nombre des programmes d'éducation des personnes âgées, des programmes d'aide entre personnes âgées, des programmes «Mieux-être», des programmes d'hospice et d'une foule d'autres programmes utiles aux personnes âgées. Je ne peux pas supporter qu'on réduise ainsi ces subventions.

Si je regarde cela du point de vue des jeunes, je suis préoccupé par les réductions de l'assurance-chômage, car on se trouve à restreindre ainsi la mobilité des jeunes qui passent d'un emploi à l'autre et qui ont besoin d'une période de transition entre les emplois. Ils quittent leur emploi pour aller ailleurs. Ce ne sont pas des gens qui abusent du système. Ce sont des gens qui essaient d'améliorer leur sort. Ils quittent un emploi à 5,50 \$ de l'heure pour un emploi à 7 \$ de l'heure, par exemple. Les réductions prévues ici restreignent considérablement leur capacité de faire cela.

Il y a là-dedans tant de choses dont nous pourrions parler. L'agriculture est touchée. Je terminerai en disant simplement que cela n'améliore nullement la politique